

POUR LE PRÉSIDENT DU MSP, ABDEREZZAK MOKRI

Le retour de Khelil confirme la «lutte acharnée entre clans du système»

Les invitant à sortir de l'ombre, le président du MSP estime que le retour au pays de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines confirme la réalité d'une lutte acharnée entre les divers clans du système.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Sortez de l'ombre, créez des partis et livrez-vous à une compétition démocratique» a, en effet, exhorté les clans du système, Abderrezzak Mokri, hier mardi lors d'une conférence de presse.

Une lutte de clans que le comeback de Chakib Khelil, au pays, la semaine dernière, ne fait que confirmer, aux yeux du président du MSP qui se réfère au fait que «le sort d'un responsable de l'Etat est lié à la mutation des rapports de forces à l'intérieur des institutions officielles au point où les symboles de l'allégeance partisane et politique et médiatique accusent le général Mohamed Mediene d'avoir fomenté le dossier Khelil». Ce qui «crédibilise davantage, a-t-il estimé, la revendication du changement et d'une transition démocratique», l'ancien ministre étant «responsable de la crise du pays».

Plus encore, Mokri dit faire en ce retour de Khelil plusieurs autres lectures. Il symbolise, a-t-il expliqué, «une situation de louvoiement, d'impunité et de provocation des sentiments des citoyens et l'immoralité perceptible dans l'attitude du système politique», mais aussi «un coup fatal à la justice du pays et son indépendance, car cette justice qui l'a accusé de trahison et de constitution d'association de malfaiteurs transfrontières est la même justice qui le blanchit aujourd'hui et le distingue.

C'est un message à tous les Algériens que leur justice du temps du président Bouteflika n'a jamais été libre mais dépendant des cercles occultes qui a pu coller des accusations graves à un ministre et que cette même justice de l'époque du président Bouteflika fait tout pour innocenter un ministre auquel on porte des accusations graves».

Le président du MSP n'y voit pas aussi «une exploitation médiatique claire des cercles du pouvoir qui ont accusé Khelil avant de le

défendre aujourd'hui et en faire un champion national. Ce qui porte un coup fatal à la crédibilité des médias en Algérie, à la confiance et à la culture civique au sein de larges pans de la société et isole davantage le système politique».

Pour Mokri, Chakib Khelil est «inculpé dans tous les cas et il est indésirable en vertu de la loi, de la logique et de la morale. Il est soit corrompu comme l'atteste le rapport du procureur général près le tribunal d'Alger, dans les affaires Sonatrach, et sa relation avec le dossier encore ouvert au niveau de la justice italienne avec l'accusation de pots de vin de deux sociétés italiennes à travers son conseiller Béjaoui, ou qu'il est inculpé d'échec, de négligence et

de complicité en vertu du fait que les affaires de corruption sont intervenues en son temps et sous sa gouvernance».

Et de poursuivre son explication, affirmant que Khelil a été «ramené pour exécuter les dispositions de la loi de finances 2016 directement ou indirectement, se référant à «sa tentative vaine de changement de la législation dans la loi des hydrocarbures pour céder la Sonatrach aux forces occidentales, n'était le recul imposé par la résistance de l'intérieur même du système, son rôle dans la vente de la société pétrolière publique argentine au nom de la Banque mondiale à l'origine de la crise latente de ce pays, et ses relations étroites avec les lobbies pétroliers américains».

Le président du MSP a, enfin, considéré Khelil comme le «principal responsable dans la crise du pays via sa politique pétrolière qu'il



Abderrezzak Mokri, président du MSP.

a imposée, basée sur l'extraction effrénée du pétrole et du gaz au détriment des futures générations, et les transferts de richesses sou-

terraines en ressources financières en proie à de multiples dangers».

M. K.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le MDS plaide pour un «Nuremberg» contre l'islamisme

Le MDS (Mouvement démocratique et social) veut un «Nuremberg» pour juger le terrorisme islamiste et les responsables des groupes terroristes ainsi que de son idéologie. C'est ce qu'a affirmé le secrétaire général du parti.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le secrétaire général du MDS, les attentats de la Belgique rappellent la triste réalité de la menace terroriste dans le monde. D'ailleurs, dit-il, «la récente attaque à la roquette à El Ménéa illustre la persistance de cette menace en Algérie, même si elle ne constitue plus le même danger que celui qu'elle représentait auparavant, dans le sens où aujourd'hui, elle n'est plus en capacité de faire effondrer l'Etat algérien». Face au déploiement du terrorisme islamiste au Sahel et aux nombreuses menaces aux frontières algériennes, il estime qu'on ne peut pas juguler ce phénomène uniquement à la seule échelle nationale. «C'est un phénomène qui s'est mondialisé», dit-il. Intervenant hier à Alger, Yacine Teguaia note aussi une «nouvelle conscience» dans la société. Il cite, à titre d'exemple, la mobilisa-

tion des Gardes communaux et des Patriotes qui «luttent pour la reconnaissance de leur existence». Autres signes de cette «nouvelle conscience» : certaines productions artistiques à «réflexions intellectuelles» réalisées autour des questions du terrorisme. «Il y a une série de films tout récents et d'essais qui ont abordé la question du terrorisme».

Même sur le plan législatif, il affirme qu'une évolution est en train de se faire notamment en matière de vigilance antiterrorisme et du prosélytisme. «Il y a un certain nombre d'adaptation à la nouvelle réalité», dit-il encore.

Seulement estime-t-il, tous ces éléments entrepris à l'échelle nationale restent insuffisants car «aujourd'hui, la problématique est internationale». Et de poursuivre : «Le projet de l'islamisme international est lui-même international. Il

tronçonne les Etats-nations». Selon lui, plusieurs pays ont sous-estimé cette idéologie et sa menace et ont toléré le développement de réseaux islamistes à travers le monde.

Pour un «Nuremberg»

Le MDS plaide ainsi pour un «véritable Nuremberg». «Nous avons lancé l'idée d'un tribunal international du terrorisme islamiste pour un procès international de cette idéologie comme celui qui a permis de juger le régime nazi à la fin de la Seconde Guerre mondiale», explique-t-il.

Le secrétaire général du MDS est convaincu que la guerre contre le terrorisme islamiste incite à renouer avec cette idée. «Il faudrait conclure cette guerre contre le terrorisme comme l'on a conclu la Seconde Guerre mondiale où le régime nazi et ses dirigeants ont été jugés. Aujourd'hui, il faut arriver à juger les responsables des groupes terroristes islamistes et juger cette idéologie, la condamner et la disqualifier», dit-il. Sans pour autant,

poursuit-il, «confondre la juste légitime lutte de libération des peuples avec le terrorisme à l'exemple de la Palestine et du Sahara occidental».

Le MDS compte ainsi mobiliser l'opinion publique mondiale autour de cette initiative. «Nous allons échanger autour de cette proposition avec l'ensemble des partis démocratiques et de gauche dans le monde arabe, avec des partis progressistes européens et plus d'une centaine d'associations de lutte pour les droits de l'Homme à travers le monde. Nous allons ensuite prendre attache avec un certain nombre d'ambassades et d'institutions internationales afin de sensibiliser et mobiliser les Etats à cette proposition», dit-il encore.

Par ailleurs, le congrès du MDS est prévu les 31 mars et 1^{er} avril prochains. «Nous avons introduit la demande pour la tenue de notre congrès le 6 mars dernier. Si on nous la refuse cette fois-ci, nous irons en justice», dira Hamid Farhi, coordinateur national du parti.

Ry. N.

ÉDUCATION

Les objectifs des programmes de 2^e génération

Les programmes pédagogiques de deuxième génération reposent sur le développement des capacités cognitives et l'esprit d'analyse et de déduction de l'élève contrairement aux programmes précédents axés sur l'apprentissage par mémorisation, se sont accordés à dire des pédagogues, hier à Alger.

Le président de la commission nationale des programmes au ministère de l'Education nationale, Farid Adel, a indiqué dans une déclaration à l'APS que les programmes de deuxième génération, qui seront appliqués dès la prochaine rentrée (2016-2017), «visent le développement des capacités cognitives et de l'esprit d'analyse et de déduction de l'apprenant contrairement aux programmes précédents qui, eux, étaient axés sur l'apprentissage par mémorisation».

L'objectif escompté de ces programmes est de créer une activité

interactive en classe, à travers le travail de groupes, pour favoriser «le développement des aptitudes et compétences de l'élève», a-t-il ajouté. «Dans cette équation, l'enseignant assumera le rôle d'organisateur, d'animateur et de facilitateur du processus didactique. Il s'agira surtout, a-t-il soutenu, de cerner les facultés de l'élève afin de déterminer son profil par anticipation et à travers une évaluation périodique à chaque fin de palier (primaire, moyen et secondaire), le but d'une telle démarche étant d'appréhender son avenir professionnel.

Selon lui, les programmes de deuxième génération sont fondés sur le principe de «l'approche globale» qui permet d'évoquer le même sujet à travers différentes matières, scientifiques et littéraires, en fonction des spécificités de chacune.

Afin de concrétiser cette approche sur le terrain, un travail commun doit être fait par les enseignants dans le cadre d'un «conseil de classe» au sein des établissements scolaires pour préparer les leçons et trouver des solutions aux problématiques qui peuvent être posées. Dans ce nouveau concept, l'évaluation n'est plus un outil de sanction mais un moyen de comprendre les défaillances que l'élève présente. Farid Benramdane, conseiller pédagogue au ministère de l'Education nationale a indiqué que les réformes de 2^e génération apportent «des améliorations» aux

programmes actuels sans toucher à la structure des matières ni à leur volume horaire. Il a précisé que ces changements cibleront «les contenus et les méthodes d'enseignement en focalisant notamment sur la transmission des valeurs de l'identité algérienne et la compréhension des cours». Ces nouvelles méthodes permettront à l'élève de développer ses capacités cognitives et d'apprendre à raisonner par la logique, a-t-il ajouté.

Abdelaziz Berrah, membre de la Commission nationale des programmes a indiqué de son côté, que les réformes de deuxième génération constituent «une avancée» du fait que les nouveaux programmes favorisent l'implication de l'élève dans l'opération éducative à travers sa participation en classe et l'acquisition d'un bon profil comportemental par les cours d'éducation

islamique et d'éducation civique. Il a ajouté que le profil de sortie de l'élève de la première et de la deuxième année primaire passe par l'acquisition de «la lecture, de l'écriture et du calcul». M. Seddik Mihoubi, inspecteur formateur en enseignement primaire à M'sila a affirmé pour sa part que les réformes de 2^e génération recadrent avec précision le domaine d'apprentissage appelé dans les programmes précédents «unité», tout comme elles redéfinissent la formation cognitive exigée de l'élève. Il a souligné dans ce contexte que l'élève aura désormais un autre rôle en classe en participant à la recherche de solutions aux problèmes posés alors que l'enseignant continuera d'assurer la guidance scolaire par des méthodes modernes d'enseignement.

APS